



Coup de projecteur sur les traités de Rome...

Plus de 500 documents multimédias pour revivre une période clé de l'histoire de l'Union européenne

«La relance européenne et les traités de Rome»
Nouveau dossier spécial sur www.ena.lu

Lancement officiel le 19 mars 2007 à 11h00 en présence de Monsieur Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration

DOSSIER DE PRESSE

19 mars 2007

INHALT

| | |
|--|----------|
| Communiqué de presse | Seite 3 |
| Pressemitteilung | Seite 4 |
| La relance européenne et les traités de Rome: une rétrospective historique | Seite 5 |
| Die europäische „Relance“ und die Unterzeichnung der Römischen Verträge Ein historischer Rückblick | Seite 7 |
| Die europäische „Relance“ und die Römischen Verträge Das Spezialdossier | Seite 9 |
| Exklusive Interviews mit Zeitzeugen Eine Zitatauswahl | Seite 11 |
| Zeitgeschichtliche Dokumente und Informationsgrafiken Eine Auswahl | Seite 15 |
| Die ENA Multimedia-Wissensbank zur Geschichte Europas | Seite 17 |

COMMUNIQUE DE PRESSE

Coup de projecteur sur les traités de Rome...

Plus de 500 documents multimédias pour revivre une période clé de l'histoire de l'Union européenne

19 mars 2007

Dans le contexte du cinquantenaire de la signature des traités de Rome, le Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe (CVCE) présente un nouveau dossier spécial intitulé «La relance européenne et les traités de Rome».

Cette nouvelle partie de la bibliothèque numérique ENA (www.ena.lu) retrace l'historique et les enjeux des négociations qui ont conduit, le 25 mars 1957, à la signature des traités de Rome instituant la Communauté économique européenne (CEE) et la Communauté européenne de l'énergie atomique (CEEA).

De la relance européenne en 1955 jusqu'à l'entrée en vigueur des traités le 1er janvier 1958, plus de 500 documents multimédias nous font revivre une période clé de l'histoire de la construction européenne.

Les documents constituant la base du dossier ont été rassemblés grâce à l'exploitation méthodique des Archives historiques du Conseil de l'Union européenne. Cette sélection a ensuite été complétée par la publication de pièces d'archives souvent inédites en provenance d'autres fonds, notamment des Archives historiques de l'Union européenne, des Archives fédérales de la RFA ou encore des Archives nationales du Luxembourg.

De nombreuses interviews filmées réalisées par le CVCE avec des témoins des négociations et de la signature des traités permettent également aux utilisateurs de ENA de se replonger dans l'ambiance de l'époque.

Le dossier, qui se comprend comme un *work in progress*, sera continuellement enrichi et traduit au cours de l'année. Il fait partie de la bibliothèque numérique *European Navigator* (ENA) qui permet de consulter gratuitement plus de 12 000 documents multimédias sur l'histoire de l'intégration européenne. ENA est conçu et développé par le Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe (www.cvce.lu), situé au château de Sanem (Luxembourg).

Le dossier sera officiellement présenté dans le cadre d'une conférence de presse au château de Sanem, le 19 mars à 11h00 en présence de Monsieur Nicolas Schmit, Ministre Délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.

Contact:

Jean-Christophe Magnin

Tél.: +352 59 59 20-1

jma@cvce.lu

www.cvce.lu

presse

PRESSEMITTEILUNG

Vorstellung des neuen Spezialdossiers der Multimedia-Wissensbank ENA *Die europäische „Relance“ und die Römischen Verträge*

Mehr als 500 Multimedia-Dokumente machen eines der wichtigsten Kapitel in der Geschichte des europäischen Aufbauwerks lebendig und greifbar

19. März 2007

Zum 50. Jahrestag der Unterzeichnung der Römischen Verträge veröffentlicht das *Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe (CVCE)* einen historischen Rückblick auf diese Grundsteinlegung des europäischen Aufbauwerks. Unter dem Titel *Die europäische „Relance“ und die Römischen Verträge* stellt ein neues Spezialdossier in der Online-Bibliothek *European NAVigator (ENA)* die wichtigsten Etappen der Verhandlungen um die Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft (EWG) und der Europäischen Atomgemeinschaft (EAG) dar, die am 25. März 1957 mit den Römischen Verträgen besiegelt wurden.

Das Dossier enthält mehr als 500 Dokumente, darunter eine Reihe bisher unveröffentlichter Originale, Presseberichte und eine mediale Vielfalt von Fotos, Videos, Karikaturen, interaktiven Karten und Schaubildern sowie eine ausführliche Chronologie. Dem Dossier liegen Recherchen in mehreren Archiven zugrunde, wie beispielsweise in den Archiven des Rates der Europäischen Union, der Europäischen Union oder dem Bundesarchiv der Bundesrepublik Deutschland. Von Experten erstellte Einführungstexte sowie mehrere vom CVCE dokumentierte Interviews mit Zeitzeugen ergänzen den historischen Fundus.

Das Dossier wird laufend aktualisiert und ergänzt. Es ist Bestandteil der ersten und in dieser Form einmaligen Online-Wissensbank *European NAVigator* (www.ena.lu), die im Internet frei und kostenlos zugänglich ist. Sie umfasst mehr als 12 000 sorgfältig ausgewählte Multimedia-Dokumente und wird konzipiert und entwickelt vom Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe (www.cvce.lu) mit Sitz im Sassenheimer Schloss (Luxemburg).

Das Dossier wird auf einer Pressekonferenz im Beisein des Luxemburgischen delegierten Ministers für Auswärtige Angelegenheiten und Einwanderung, Nicolas Schmit, am 19. März um 11 Uhr im Sassenheimer Schloss offiziell vorgestellt.

Kontakt:

Jean-Christophe Magnin

Tél.: +352 59 59 201

jma@cvce.lu

www.cvce.lu

presses

La relance européenne et les traités de Rome:

Un aperçu historique

L'échec de la Communauté européenne de défense (CED), en août 1954, et l'abandon automatique du projet de Communauté politique européenne (CPE) marquent un brusque coup d'arrêt dans le processus d'intégration européenne, tant dans le domaine politique que militaire. Mais moins d'un an plus tard, les succès de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) vont pourtant assurer la base d'une relance des efforts en faveur d'une Europe unie.

Sur l'initiative des gouvernements des trois pays du Benelux, les ministres des Affaires étrangères des six États membres de la CECA se réunissent du 1^{er} au 3 juin 1955 à Messine afin de fixer le cadre de la relance.

La résolution de Messine donne en effet l'impulsion décisive pour la reprise des négociations européennes. Car les ministres chargent un groupe d'experts de tester les possibilités d'une intégration économique en Europe sur la base d'institutions communes et à travers l'instauration d'un marché commun, l'harmonisation progressive des politiques sociales et la mise en place d'une nouvelle organisation pour l'utilisation pacifique de l'énergie atomique.

À partir de juillet 1955, le Comité intergouvernemental créé par la conférence de Messine siège à Bruxelles sous la présidence de Paul-Henri Spaak, ministre belge des Affaires étrangères, afin d'étudier les moyens appropriés permettant d'atteindre les objectifs fixés. Les propositions des six délégations nationales sont examinées et discutées au sein de quatre commissions spécialisées et de quatre sous-commissions.

Invité d'emblée par les Six à participer à leurs travaux, le Royaume-Uni s'est ensuite retiré des négociations. Car il apparaît vite que le gouvernement britannique n'est pas intéressé par la création d'une union douanière ni par l'instauration d'une Communauté de l'énergie atomique. La rédaction du rapport du comité Spaak peut commencer en février 1956 sur la base des documents de travail remis par les différentes commissions et sous-commissions. Le rapport Spaak, qui est accepté le 21 avril par les chefs de délégation avant d'être officiellement remis aux ministres des Affaires étrangères des Six, prévoit la création d'un marché commun et d'une Communauté de l'énergie atomique.

Dans un premier temps, le chef du gouvernement français, Guy Mollet, propose à ses partenaires d'entamer les négociations sur l'organisation atomique européenne. Comme il n'est pas certain d'obtenir en France une majorité parlementaire pour accepter le Marché commun, Mollet espère en effet qu'un succès des Six sur la mise en pool de l'énergie atomique aura un effet positif sur l'opinion publique vis-à-vis de l'intégration économique. Mais la demande française se heurte à une opposition catégorique du gouvernement de la République fédérale d'Allemagne (RFA) qui craint qu'après un tel succès le gouvernement français se montre moins déterminé à faire aboutir les négociations sur le Marché commun. Aussi le chancelier Konrad Adenauer insiste-t-il pour qu'un lien conditionnel entre les deux projets soit préalablement adopté.

Après que la France se soit finalement pliée aux exigences de ses partenaires, le gouvernement de Paris accepte lors de la conférence des ministres des Affaires étrangères des Six à Venise les 29 et 30 mai 1956 de considérer le rapport Spaak comme la base des négociations devant conduire à la préparation des traités instituant une communauté économique et une communauté de l'énergie atomique. Placés sous la présidence de Spaak, les travaux de la Conférence intergouvernementale pour le Marché commun et l'Euratom débutent à Bruxelles le 26 juin 1956 avant de se poursuivre pendant plusieurs mois au château de Val Duchesse en banlieue bruxelloise.

Les travaux de la conférence sont répartis en deux comités: l'un consacré au Marché commun et l'autre à l'Euratom. Les négociations ne progressent toutefois que lentement à l'instar des pourparlers précédents au sein du comité Spaak. Les principales pierres d'achoppement concernent notamment l'éventuelle association des pays et territoires d'outre-mer (PTOM) à la future Communauté

économique européenne (CEE), l'harmonisation des prestations sociales et le monopole de l'Euratom sur les approvisionnements en matière fissiles.

Les points de vue des différentes délégations paraissent incompatibles. Aussi, lorsqu'à l'issue de la conférence de Paris des 20 et 21 octobre 1956, les ministres des Affaires étrangères des Six se quittent sans avoir engrangé de résultats notables, la relance toute entière semble proche de l'échec. Sans compter qu'au même moment, le gouvernement britannique lance sa proposition de zone européenne de libre-échange, renforçant ainsi l'opposition de ceux qui, en-dehors des Six, refusent de s'engager dans la voie d'une intégration politique de l'Europe.

La sortie de crise est finalement favorisée par la situation internationale et par le résultat des dialogues bilatéraux entre les gouvernements français et allemand. La signature des Accords du Luxembourg, fin octobre 1956, qui permettent l'adhésion de la Sarre à la RFA et l'aggravation de la crise de Suez conduisent en effet à un rapprochement des parties. Lors de leur rencontre, au début du mois de novembre, Guy Mollet et Konrad Adenauer trouvent d'ailleurs un compromis politique qui permet la reprise et la conclusion des négociations de Bruxelles. Les travaux en cours au sein des différents comités techniques vont alors progresser rapidement. Ils sont bouclés en mars 1957, peu avant la signature des traités.

Le traité instituant la Communauté économique européenne (CEE) prévoit la réalisation progressive d'un marché commun sur la base d'une union douanière. Le marché ainsi créé prévoit une politique commune des transports et inclut l'agriculture. Toutefois, les Six se mettent d'accord sur le fait que les modalités de la politique agricole commune (PAC) feront l'objet d'un examen ultérieur par une conférence intergouvernementale. Entre-temps, les discussions se poursuivent sur des thèmes tels que la création d'une Banque européenne d'investissement (BEI) et d'un Fonds social européen pour aider les demandeurs d'emploi et contribuer à l'élévation de leur niveau de vie.

Les 19 et 20 février 1957, lors de la rencontre à Paris des chefs d'État ou de gouvernements des Six, un accord est enfin trouvé sur la question des PTOM. Ceux-ci seront associés à la CEE et profiteront d'un fonds européen d'investissement pour une durée initiale de cinq ans.

Par rapport au Marché commun, la Communauté européenne de l'énergie atomique (CEEA ou Euratom) passe rapidement au second plan. Ce qui est notamment dû au fait que les Six ne réussissent pas à trouver un accord sur certains points importants tels que la construction en commun d'une usine de séparation isotopique. Aussi l'Euratom perd-il une partie de sa pertinence. Le soutien à la recherche et à l'utilisation de l'énergie atomique à des fins industrielles et le développement des relations avec les autres pays constituent néanmoins les objectifs essentiels d'Euratom.

Le 25 mars 1957, les traités sont signés solennellement à Rome. Le même jour, un Comité intérimaire pour le Marché commun et l'Euratom est créé dans le but de clarifier, dans l'attente de l'entrée en vigueur des traités, certaines questions restées en suspens. Puisqu'un accord sur le choix d'un siège unique pour les institutions communautaires s'avère momentanément impossible, il est décidé que les travaux se poursuivront à Bruxelles.

La ratification des traités de Rome par les Parlements des six États membres se déroule sans difficultés majeures, sous l'impulsion notamment du Comité d'action pour les États-Unis d'Europe, fondé en 1955 à l'instigation de Jean Monnet. Le 1^{er} janvier 1958, les traités instituant la CEE et la CEEA entrent en vigueur.

Die europäische „Relance“ und die Unterzeichnung der Römischen Verträge

Ein historischer Rückblick

Mit dem Scheitern der Europäischen Verteidigungsgemeinschaft im August 1954 war den europäischen Integrationsbemühungen sowohl auf militärischem als auch auf politischem Gebiet zunächst ein Ende gesetzt worden. In Anbetracht der Erfolge der Europäischen Gemeinschaft für Kohle und Stahl (EGKS bzw. Montanunion) schienen die Bereiche der Wirtschaft und der Atomenergie die größten Aussichten zu bieten, den ins Stocken geratenen europäischen Einigungsprozess voranzutreiben.

Auf Initiative der Regierungen der Beneluxstaaten hin trafen sich die Außenminister der sechs Mitgliedstaaten der Montanunion vom 1. bis zum 3. Juni 1955 in Messina, um über die Fortführung des europäischen Aufbauwerks zu beraten.

Die von den Außenministern der Sechs in Messina verabschiedete EntschlieÙung gab den entscheidenden Anstoß zur Wiederaufnahme der europäischen Integration. Die Minister beauftragten eine Gruppe von Sachverständigen, die Möglichkeiten einer wirtschaftlichen Integration zu prüfen, vor allem im Hinblick auf die Entwicklung gemeinsamer Institutionen, die Errichtung eines gemeinsamen Marktes, die fortschreitende Harmonisierung der Sozialpolitik sowie die Gründung einer Organisation zur friedlichen Nutzung der Atomenergie. Ab Juli 1955 tagte dieser Regierungsausschuss unter dem Vorsitz des belgischen Außenministers Paul-Henri Spaak in Brüssel, um Wege aufzuzeigen, diese Ziele zu verwirklichen. In vier Fach- und Unterausschüssen wurden die Vorschläge der nationalen Delegationen untersucht und diskutiert.

Das Vereinigte Königreich hatte sich im Laufe der Beratungen aus den Verhandlungen zurückgezogen, da die britische Regierung weder an einer Zollunion, noch an der Errichtung einer Atomgemeinschaft interessiert war. Nach langen und zähen Verhandlungen wurde im Februar 1956 auf Grundlage der Arbeitspapiere der verschiedenen Ausschüsse mit der Fertigstellung des Berichts an die Außenminister begonnen. Der so genannte „Spaak-Bericht“, der schließlich am 21. April 1956 von den Delegationsleitern angenommen wurde, sah die Schaffung eines Gemeinsamen Marktes sowie die Gründung einer Atomgemeinschaft vor.

Der französische Regierungschef Guy Mollet schlug vor, zunächst mit den Verhandlungen über die Europäische Atomgemeinschaft zu beginnen. Da er sich in Frankreich einer parlamentarischen Mehrheit für den Gemeinsamen Markt nicht sicher sein konnte, erhoffte sich Mollet durch einen Erfolg in der Atomfrage einen positiven Impuls für die weiteren Verhandlungen. Der französische Vorschlag stieß jedoch vor allem bei der deutschen Bundesregierung auf großen Widerstand, da sie befürchtete, die französische Regierung werde sich nach einem erfolgreichen Abschluss der Atomverhandlungen nicht mehr mit der gleichen Kraft für einen Gemeinsamen Markt einsetzen. Die Bundesregierung unter Konrad Adenauer hielt also an dem zuvor beschlossenen Junktim zwischen beiden Projekten fest.

Die französische Regierung beugte sich schließlich dem Druck der Verhandlungspartner und akzeptierte auf der Außenministerkonferenz der Sechs in Venedig vom 29. und 30. Mai 1956 den Spaak-Bericht als Grundlage für die Vertragsverhandlungen über eine Wirtschafts- und Atomgemeinschaft. Die Arbeiten der Regierungskonferenz begannen am 26. Juni 1956 im Schloss Val Duchesse bei Brüssel. Der belgische Außenminister Paul-Henri Spaak wurde erneut zum Vorsitzenden ernannt.

Die Konferenz setzte je einen Ausschuss für den Gemeinsamen Markt und für eine Europäische Atomgemeinschaft (EAG oder Euratom) ein. Wie schon während der Beratungen im Regierungsausschuss ein Jahr zuvor, kamen die Verhandlungen nur schleppend voran. Hauptstreitpunkte waren unter anderem die Einbeziehung der Überseegebiete in den Gemeinsamen Markt, die Harmonisierung der Sozialleistungen sowie das Versorgungsmonopol Euratoms für spaltbares Material.

Die Standpunkte der Delegationen schienen unvereinbar. Als sich auch die Außenminister auf der Pariser Konferenz am 20. und 21. Oktober 1956 ohne nennenswertes Ergebnis trennten, war das gesamte Projekt dem Scheitern nahe. Hinzu kam, dass zum gleichen Zeitpunkt die britische Regierung ihren Vorschlag zur Einrichtung einer europäischen Freihandelszone vorgelegt hatte. Das gab den Gegnern der integrationspolitischen Bemühungen in den einzelnen Ländern wieder Auftrieb.

Der Ausweg aus der Verhandlungskrise wurde schließlich begünstigt durch die internationale Lage sowie durch bilaterale Gespräche zwischen der deutschen und der französischen Regierung. Die Zuspitzung der Suez-Krise sowie die Unterzeichnung der Luxemburger Verträge Ende Oktober 1956, die den Beitritt des Saarlandes zur Bundesrepublik ermöglichten, brachten die Verhandlungspartner einander wieder näher. Auf dem Regierungstreffen zwischen Guy Mollet und Konrad Adenauer Anfang November kam es schließlich zu einem Kompromiss, der die Fortsetzung und den Abschluss der Vertragsverhandlungen ermöglichte. Die Arbeiten in den einzelnen Ausschüssen gingen nun zügiger voran und konnten im März 1957, kurz vor der Unterzeichnung der Verträge, abgeschlossen werden.

Der Vertrag zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft (EWG) sieht die schrittweise Verwirklichung eines Gemeinsamen Marktes auf der Grundlage einer Zollunion vor. Der so geschaffene Markt sieht eine gemeinsame Verkehrspolitik vor und umfasst ebenfalls die Landwirtschaft. Allerdings einigte man sich darauf, dass die gemeinsame Agrarpolitik erst nachträglich in einer Regierungskonferenz geregelt werden sollte. Weitere Schwerpunkte sind die Errichtung einer Europäischen Investitionsbank und eines Europäischen Sozialfonds, um die Beschäftigungsmöglichkeiten der Arbeitnehmer zu verbessern und ihren Lebensstandard zu heben.

Auf dem Treffen der Regierungschefs am 19. und 20. Februar 1957 in Paris kam es außerdem zu einer Einigung bezüglich der Überseegebiete. Die überseeischen Länder und Hoheitsgebiete sollten mit dem Gemeinsamen Markt assoziiert und durch die Schaffung eines Investitionsfonds für die Dauer von fünf Jahren unterstützt werden.

Gegenüber den Erfolgen des Gemeinsamen Marktes rückte die Europäische Atomgemeinschaft etwas in den Hintergrund. Dies lag nicht zuletzt daran, dass man sich in einigen wichtigen Punkten, wie beispielsweise dem Bau einer europäischen Isotopentrennanlage, nicht einigen konnte und die Atomgemeinschaft somit an Bedeutung verlor. Grundlegende Ziele von Euratom sind die Förderung der Atomforschung und -nutzung zu friedlichen Zwecken innerhalb der Sechs und die Entwicklung der Beziehungen zu anderen Ländern.

Am 25. März 1957 wurden die Verträge in Rom feierlich unterzeichnet. Noch am selben Tag konstituierte sich der Interimsausschuss für den Gemeinsamen Markt und Euratom, der in den Monaten bis zum Inkrafttreten der Verträge die noch offenen Fragen klären sollte. Da eine Einigung über einen einheitlichen Sitz der Gemeinschaftsorgane nicht möglich war, beschloss man, dass die Arbeit vorläufig in Brüssel aufgenommen werden sollte.

Die Römischen Verträge wurden in den Parlamenten der sechs Mitgliedstaaten ohne größere Schwierigkeiten ratifiziert – nicht zuletzt dank der Überzeugungsarbeit des im Jahre 1955 auf Betreiben von Jean Monnet gegründeten Aktionskomitees für die Vereinigten Staaten von Europa. Am 1. Januar 1958 traten die Verträge über die Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und die Gründung der Europäischen Atomgemeinschaft schließlich in Kraft.

Die europäische „Relance“ und die Römischen Verträge

Das Spezialdossier

European NAVigator (ENA), die erste digitale Bibliothek zur Geschichte der europäischen Einigung, bietet unter der Adresse www.ena.lu im Internet einen einzigartigen Datenfundus zum europäischen Integrationsprozess an. Darin beleuchten Spezialdossiers einzelne Themen im Detail anhand einer reichen Dokumentenauswahl.

Anlässlich des 50. Jahrestages der Unterzeichnung der Römischen Verträge stellt ein neues Spezialdossier unter dem Titel *Die europäische „Relance“ und die Römischen Verträge* die wichtigsten Etappen der Verhandlungen dar, die am 25. März 1957 zur Unterzeichnung des Vertrags zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und zur Gründung der Europäischen Atomgemeinschaft, der so genannten Römischen Verträge, geführt haben.

Struktur des Dossiers

Das Dossier setzt sich aus vier großen Kapiteln zusammen, die den Weg von den ersten Initiativen nach dem Scheitern der Europäischen Verteidigungsgemeinschaft (1954) bis zum Inkrafttreten der Römischen Verträge (1958) schildern.

1. Die Wiederaufnahme der europäischen Integration: die ersten Vorschläge für eine „Relance“, das Memorandum der Benelux-Staaten und die Konferenz von Messina als Ausgangspunkt für die „Relance“.

2. Der in Messina eingesetzte Regierungsausschuss: die Arbeiten des Regierungsausschusses und die Entstehung des Spaak-Berichts, die Haltung des Vereinigten Königreichs, die Konferenz von Venedig, wo der Bericht als Grundlage für die folgende Regierungskonferenz angenommen wird.

3. Die Regierungskonferenz für den Gemeinsamen Markt und Euratom: die Arbeiten des Ausschusses für die Einführung der Wirtschaftsgemeinschaft und der Atomgemeinschaft, die Bedeutung eines Gemeinsamen Marktes und der Atomenergie, die Verhandlungen über die Agrarwirtschaft, die Harmonisierung der Sozialsysteme, die Schaffung einer Zollunion, die Assoziierung der überseeischen Länder und Gebiete sowie das Versorgungsmonopol für spaltbares Material.

4. Die Unterzeichnung und die Ratifizierung der Römischen Verträge: die Unterzeichnungszeremonie am 25. März 1957 in Rom, die Parlamentsdebatten und die Ratifizierung der Verträge, der britische Vorschlag einer großen Freihandelszone.

Der Dokumentenfundus

Mehr als 500 Dokumente veranschaulichen die Zeit von den ersten Initiativen für eine Wiederaufnahme der europäischen Integration im Jahre 1954 bis zum Inkrafttreten der Römischen Verträge am 1. Januar 1958. Einen Schwerpunkt des Dossiers bildet die systematische Auswertung des Historischen Archivs des Rates der Europäischen Union. Darüber hinaus wurde auch auf Dokumente aus dem Historischen Archiv der Europäischen Union, aus dem Bundesarchiv der BRD, dem Nationalarchiv in Luxemburg, dem *Instituut voor Sociale Geschiedenis* in Amsterdam und der *Fondation Jean Monnet pour l'Europe* in Lausanne zurückgegriffen.

Das mit wissenschaftlicher Sorgfalt ausgewählte Angebot ist multimedial, mehrsprachig und vielfältig: Es enthält Film- und Tondokumente, Fotos, Faksimiles, Presseberichte, Karikaturen, Verträge, Auszüge aus Memoiren, interaktive Karten und Schaubilder. Einführungstexte zu den jeweiligen Kapiteln, eine ausführliche Chronologie der Ereignisse von 1954 bis 1958 sowie eine weiterführende Bibliographie vervollständigen das Angebot.

Ein weiterer wichtiger Bestandteil des Dossiers sind Interviews, die das CVCE in den letzten Monaten mit Zeitzeugen geführt hat (siehe auch die folgenden Kurzportraits mit beispielhaften Zitaten). Vor laufender Kamera gaben Max Kohnstamm, Charles Rutten, Hubert Ehring, Pierre Pescatore, André Dubois, Hans-August Lückner und Albert Breuer Einblicke in die Verhandlungen und betten sie ein in den historischen Kontext. Darüber hinaus steht eine große Auswahl an Originalfilm- und Tonmaterial zur Verfügung, wie beispielsweise Aufzeichnungen von Walter Hallstein, Hans von der Groeben, Maurice Faure, Christian Pineau oder Jean-François Deniau, sowie von den Konferenzen in Messina und Venedig, von den Verhandlungen in Val Duchesse und natürlich von der Unterzeichnung der Verträge in Rom.

Das Dossier versteht sich als *work in progress*, weitere Dokumente werden kontinuierlich hinzugefügt und übersetzt. Daher ruft das CVCE zur Mithilfe auf: Besitzen Sie Fotos, Presseartikel, Film- oder Tonmitschnitte, die dieses Spezialdossier weiter ergänzen können? Dann kontaktieren Sie uns!

Exklusive Interviews mit Zeitzeugen

Eine Zitatauswahl



Max Kohnstamm

Sekretär der Hohen Behörde der Europäischen Gemeinschaft für Kohle und Stahl (EGKS) (1952-1956)

„... *«mais Monsieur Monnet ils ne sont pas ici pour faire l'Europe, mais ils sont ici pour vous enterrer»*. Il y avait un petit silence de l'autre côté du coup de fil, alors, il riait et il disait: *«alors, ils se trompent beaucoup»* ...“



Charles Rutten

Mitglied der niederländischen Delegationen bei den Verhandlungen über die Europäische Verteidigungsgemeinschaft (EVG), den Gemeinsamen Markt und Euratom (1952 1958)

„... *Je me rappelle que Linthorst Homan, qui était le chef de la délégation néerlandaise et qui avait une femme italienne et qui rencontrait sa famille italienne pendant la journée de la signature, me racontait que les enfants en avaient entendu [parler] à l'école et maintenant ils avaient une journée libre, parce que les ministres devaient aller au marché... au marché commun. Donc, on ne savait pas vraiment ce qui se passait. Non, c'était surtout émouvant pour ceux qui étaient là, comme ceux qui avaient participé à la construction ...*“



Hans-August Lücker

Berater von Walter Hallstein und Berichterstatter für die Römischen Verträge im Deutschen Bundestag

„...*Ich erinnere mich an einen Spruch von Paul-Henri Spaak, als er einmal sagte: „Unsere parteipolitischen Überlegungen und auch gewisse Gegensätze, die haben Zeit, bis dass Europa steht. Bis dass Europa steht, müssen wir zusammengehen. Nachher können wir dann diskutieren. Die einen wollen mehr Soziales und die anderen wollen mehr Wirtschaftliches, da müssen wir halt sehen, wie es weiter geht. Aber das spielt ja heute keine Rolle...“*“



Pierre Pescatore

Ehemaliger Rechtsberater im luxemburgischen Außenministerium und Mitglied der luxemburgischen Delegation bei der Regierungskonferenz für den Gemeinsamen Markt und Euratom

„ ... Tout ceci a dû être mis en forme par l'imprimerie de l'État italien, en belles lettres romaines. Et ce travail n'avait pas été tout à fait achevé au moment de la signature. Et le grand problème a été d'empêcher que les journalistes ne viennent y mettre leur nez, n'est ce pas. Et tout cela a réussi, n'est ce pas. Tout cela a réussi. Les ministres n'ont pas su qu'ils signaient un paquet de feuilles blanches ...“



Hubert Ehring

Direktor des juristischen Dienstes des Besonderen Ministerrates der Europäischen Gemeinschaft für Kohle und Stahl (1955-1958), ehemaliger Direktor im juristischen Dienst des Besonderen Ministerrates der Europäischen Gemeinschaft für Kohle und Stahl (EGKS) und Mitglied des Sekretariats der Regierungskonferenz für den Gemeinsamen Markt und Euratom

„... Vous savez, l'État italien prend très au sérieux les obligations de représentation. Et l'organisation de ces solennités, était en conséquence. Le Capitole, c'est quand même un endroit historique éminent, n'est ce pas? Moi, j'ai eu mon petit bureau dans le musée du Capitole, en face de quelques vieux néerlandais qui pendaient ...“



Albert Breuer

Ehemaliger Beamter im Sekretariat des Besonderen Ministerrates der Europäischen Gemeinschaft für Kohle und Stahl (EGKS)

„... Le traité se présentait sous format DIN A4 avec en première page, le préambule, en dernière page les signatures, et au milieu : rien. Et ça a marché ! ...“

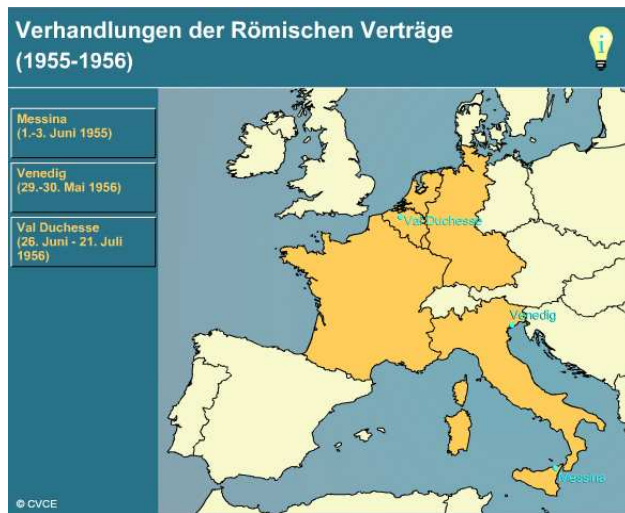


André Dubois

Mitglied des Sekretariats der Regierungskonferenz für den Gemeinsamen Markt und Euratom

„... Le souvenir qu'on en a tous aussi, c'est qu'il pleuvait sur Rome. Toutes les cloches de la ville sonnaient, et s'agissant de la ville éternelle ça signifie quelque chose ...“

Zeitgeschichtliche Dokumente und Informationsgrafiken Eine Auswahl



Übersicht der Verhandlungsorte zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft (EWG) und der Europäischen Atomgemeinschaft (EAG oder Euratom): Messina, Venedig und Val Duchesse (Brüssel).



In einem entspannten Moment der Konferenz von Messina zur „Relance européenne“ im Juni 1955 filmt der luxemburgische Regierungschef und Außenminister Joseph Bech die Szene. Seine belgischen und niederländischen Amtskollegen Paul-Henri Spaak (Mitte) und Johan Willem Beyen (rechts) schauen amüsiert zu.



Ein Italienisches Plakat zur Unterzeichnung des EWG- und des Euratom-Vertrags am 25. März 1957 in Rom feiert das Ereignis als Vorboten für Frieden und Fortschritt in Europa.



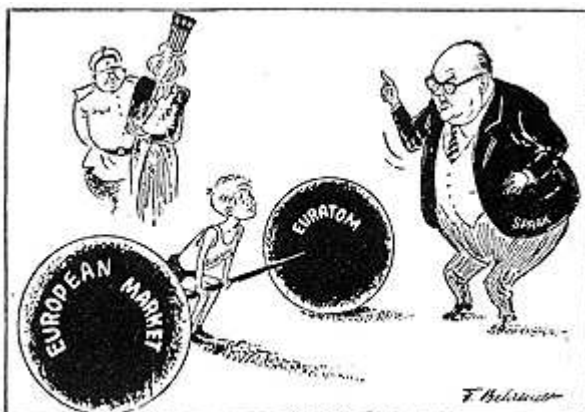
Unterzeichnung der Verträge zur Gründung der EWG und der EAG (Rom, 25. März 1957).



Am 25. März 1957 unterzeichnen der deutsche Bundeskanzler Konrad Adenauer (links) und der deutsche Staatssekretär im Auswärtigen Amt Walter Hallstein (rechts) in Rom die Verträge zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft (EWG) und der Europäischen Atomgemeinschaft (EAG).



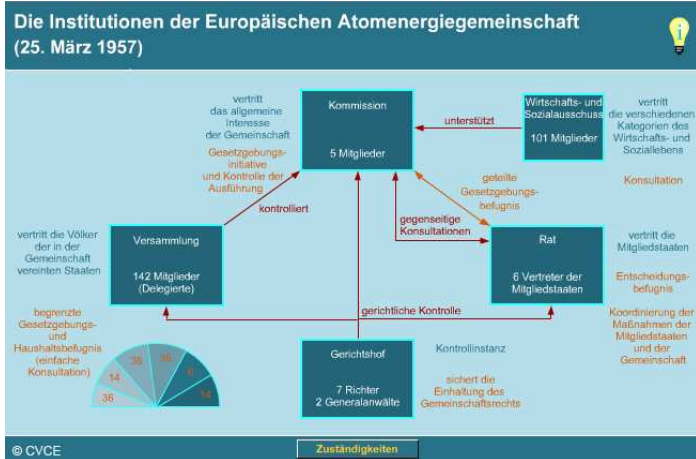
Unterzeichnung der Römischen Verträge durch die Luxemburger Delegation am 25. März 1957.



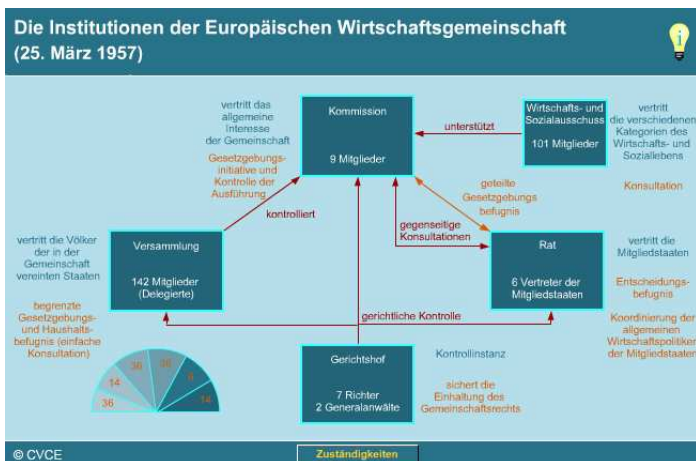
Karikatur zur Rolle Paul-Henri Spaaks bei der Vorbereitung der Römischen Verträge (17. Februar 1957).

Eins, zwei, drei

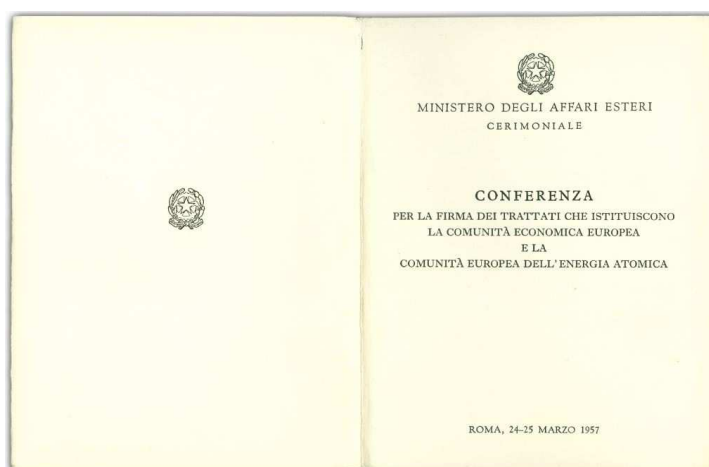
© Fritz Behrendt



Organigramm der Europäischen Atomgemeinschaft (EAG oder Euratom), die durch den am 25. März 1957 in Rom von den Vertretern der Bundesrepublik Deutschland (BRD), Belgiens, Frankreichs, Italiens, Luxemburgs und der Niederlande unterzeichneten Vertrag gegründet wurde.



Organigramm der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft (EWG), die durch den am 25. März 1957 in Rom von Vertretern der sechs Mitgliedstaaten der Europäischen Gemeinschaft für Kohle und Stahl (EGKS) unterzeichneten Vertrag gegründet wurde.



Offizielle Karte für die Unterzeichnungszeremonie der Römischen Verträge (25. März 1957).

Die ENA Multimedia-Wissensbank zur Geschichte Europas

Die Internet-Wissensbank European Navigator (ENA) macht Text-, Ton- und Bilddokumente zur europäischen Integration zugänglich

Der European NAVigator (ENA) ist eine wahre Fundgrube für alle, die sich aus erster Hand – nämlich über Originaldokumente – ein Bild von der Geschichte des europäischen Einigungsprozesses machen wollen. Unter der Internetadresse www.ena.lu ist die virtuelle Wissensbank frei und kostenlos zugänglich. Sie wird vom Luxemburger *Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe* (CVCE) getragen. Mehr als 12 000 sorgfältig ausgewählte Multimedia-Dokumente in 23 Sprachen gehören inzwischen zum Bestand des ENA, sie reichen von europäischen Vertragstexten über Zeitdokumente – wie Presseberichte, Fotos, Filmausschnitte, Hörfunkbeiträge und wissenschaftliche Kommentare – bis hin zu Informationsmaterialien wie Tabellen und interaktiven Karten. Als eine solch umfassende digitale Bibliothek ist die ENA-Wissensbank bis heute einmalig und konkurrenzlos.

Der European NAVigator ist aus der Idee entstanden, das politisch-kulturelle Erbe Europas mit den Mitteln heutiger Kommunikationstechnologie zu bewahren und zugänglich zu machen. Wie sein Objekt Europa ist er geprägt von sprachlicher Vielfalt und Perspektivenreichtum, weil er unterschiedliche Stimmen zu politischen Vorgängen zusammenträgt und so den Bürgern Europas, insbesondere der nachwachsenden Generation, die Chance gibt, sich eine eigene Meinung über die europäische Integration zu bilden. Als virtuelles, unbeschränkt zugängliches Wissensforum macht der ENA zudem deutlich, dass die Informationsgesellschaft auch neue Möglichkeiten für Bürgernähe schafft.

Wer etwa das Stichwort „deutsche Wiedervereinigung“ eingibt, erhält gleich eine ganze Liste historischer Dokumente. Dazu gehören der Abschiedsbrief Erich Honeckers, ein Interview des DDR-Fernsehens vom Dezember 1989 mit dem damaligen Bundespräsidenten Richard von Weizsäcker, die Botschaft Helmut Kohls an die Regierungen der ganzen Welt anlässlich des 3. Oktober 1990 und ein als Videostream verfügbares aktuelles Interview mit dem ehemaligen EU-Kommissionspräsidenten Jacques Santer, der die anfänglichen Befürchtungen der Italiener und Franzosen gegenüber der deutschen Wiedervereinigung beschreibt.

Weblinks:

www.ena.lu

www.cvce.lu

